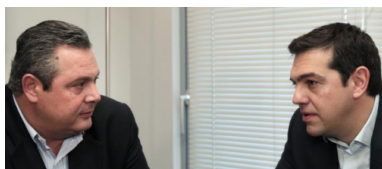


## Grecs indépendants: l'allié contre-nature de Syriza

PAR AMÉLIE POINSSOT  
ARTICLE PUBLIÉ LE MARDI 27 JANVIER 2015



Panos Kammenos et Alexis Tsipras ont conclu ce lundi 26 janvier leur participation commune dans un gouvernement © Reuters

Alexis Tsipras a prêté serment lundi 26 janvier. Le nouveau premier ministre grec a commencé à nouer une alliance avec la formation de droite anti-austérité des Grecs indépendants (ANEL). Avec Syriza, les deux formations peuvent s'appuyer sur une majorité confortable de 162 députés. Mais quel est ce parti qui s'apprête à occuper un ministère dans le gouvernement Tsipras ? Décryptage.

**Athènes, de notre envoyée spéciale.**- Il y a trois ans, lorsque autour de la figure de Panos Kammenos une vingtaine de députés issus de Nouvelle Démocratie se retiraient pour former un nouveau parti, les Grecs indépendants, nul ne pouvait sérieusement prédire qu'ils allaient se retrouver, un jour, à la tête du pays aux côtés de la gauche radicale. Et pourtant. Cela a été confirmé dès ce lundi matin à l'issue d'une rencontre entre Tsipras et Kammenos : les deux partis s'allient pour former la coalition gouvernementale, et le second devrait occuper un ministère dans le nouvel exécutif.

Panos Kammenos a commencé à se distinguer sur l'échiquier politique grec fin 2011, lorsqu'il refuse de voter la confiance au premier gouvernement de coalition qui se dessine entre PASOK et Nouvelle Démocratie, dans la foulée de la chute de Georges Papandréou. Il est alors exclu du groupe parlementaire de son parti – sans toutefois être exclu du parti lui-même. Trois mois plus tard, il vote contre le deuxième « mémorandum » d'austérité adopté en réponse aux prêts décidés par la Troïka. Il quitte alors définitivement Nouvelle Démocratie pour fonder une formation concurrente.

Kammenos est loin d'être un nouveau venu dans la classe politique grecque. Élu député pour la première fois en 1993 sous les couleurs de Nouvelle Démocratie, il est constamment réélu jusqu'à aujourd'hui. Il a même déjà fait partie d'un gouvernement : il fut ministre adjoint du commerce et de la marine dans le dernier gouvernement de droite avant l'arrivée de Georges Papandréou et le début des cures d'austérité. Poste qu'il devrait retrouver aujourd'hui si l'on en croit les informations diffusées par la presse grecque.



Alexis Tsipras, leader de Syriza et nouveau premier ministre grec. © Reuters

Pendant la campagne électorale de 2012, des scénarios de collaboration entre Syriza et les Grecs indépendants (ANEL, selon l'acronyme grec) avaient déjà surgi. Mais ils n'étaient pas vraiment pris au sérieux par les électeurs, et surtout, ils étaient très critiqués en interne des deux côtés. C'est alors que les Grecs indépendants avaient fait leur première percée : ils avaient obtenu, en mai 2012, 10,6 % des voix, soit la 4<sup>e</sup> place, sur fond d'un paysage politique en complète recomposition.

Cette fois-ci, pendant la campagne, le scénario d'une alliance ANEL-Syriza est devenu beaucoup plus probable. Panos Kammenos avait clairement indiqué sa volonté de participer à un gouvernement de coalition avec Syriza. Et c'est d'ailleurs le message subliminal qu'il avait fait passer **dans son clip de campagne**. On y voit un enfant jouer avec un petit train. Un adulte, incarné par le chef du parti, lui explique : « *Si tu veux être le conducteur, il faut toujours contrôler sa vitesse. Pour prendre un virage, il faut commencer par freiner. C'est comme ça qu'on évite les accidents.* » Dans le film, le petit garçon s'appelle... Alexis.

ANEL, la force modératrice du gouvernement d'Alexis Tsipras? En réalité, le résultat des Grecs Indépendants est assez modeste, deux fois moins élevé qu'en 2012 :

il obtient 4,75 % des voix, 13 sièges à l'assemblée. Comparé aux 149 députés de Syriza, ANEL apparaît donc comme un partenaire mineur, dont il ne faut pas surestimer l'importance.

Mais il ne faut pas se voiler la face non plus : cette alliance entre Tsipras et Kammenos est bel et bien contre-nature. Panos Kammenos provient de cette droite nationaliste et sécuritaire traditionnellement hostile aux courants progressistes. En 1990, dans un ouvrage intitulé *Terrorisme, théorie et pratique*, il soutenait que des personnalités politiques issues du PASOK auraient participé à l'organisation terroriste du 17-Novembre, responsable de plusieurs assassinats entre la fin de la dictature et les années 1990. Même si ses positions ont évolué depuis, c'est quelqu'un qui a adopté une posture populiste, jetant volontiers tous les politiques dans le même sac, versant dans l'antigermanisme, et ne craignant pas d'utiliser un vocabulaire outrancier.

[[lire\_aussi]]

En 2013, il a même été inquiété par la justice quand il a invité les habitants de Chalcidique mobilisés contre les mines d'or de Skouriès (nord de la Grèce) à « lyncher » le maire de la commune, favorable aux investisseurs canadiens en dépit d'une résistance constante pour défendre l'environnement local. Il a par ailleurs été condamné à 30 000 euros d'amende dans une affaire de diffamation : il avait accusé le frère de Georges Papandréou d'avoir spéculé sur le sort de la Grèce. Plus récemment, **au cours d'un meeting la semaine dernière**, il déclarait que l'Europe était gouvernée par des « *néonazis allemands* »...

### Un parti national-populiste

Kammenos entretient par ailleurs des amitiés à droite sur le continent. Décoré de la Légion d'honneur par Nicolas Sarkozy, il est allié avec Debout la France, la formation du souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, lequel n'a pas manqué de saluer l'accord entre Syriza et les Grecs indépendants. Nationaliste, arc-bouté sur la question de la Macédoine dont il ne veut pas reconnaître le nom, le parti de Panos Kammenos est souvent dans le registre de la provocation. Le racisme

et la haine envers les immigrés ne font toutefois pas partie de son logiciel – à l'inverse de l'organisation néo-nazie d'Aube dorée.

Pour Dimitris Psarras, auteur de nombreux ouvrages sur l'extrême droite grecque, le parti des Grecs indépendants n'est pas une formation d'extrême droite. « *Lorsque le parti s'est créé en 2012, il y avait en lui quelques éléments que l'on retrouve traditionnellement dans des partis d'extrême droite, comme le nationalisme, la dimension populiste, le rapport avec l'Église, un agenda anti-immigration*, explique le journaliste à Mediapart. *Mais l'identité de ce parti, c'est son positionnement anti-austérité. Dans son mode et son discours, je le caractériserais plutôt comme national-populiste. Il a par ailleurs complètement mis de côté les thèmes qu'il agitait en 2012.* »

De fait, les discussions entre ANEL et Syriza ne semblent porter sur autre chose pour l'instant que sur le « programme de Thessalonique », ce programme officialisé par Syriza en septembre dans la deuxième agglomération grecque, et qui comprend la négociation sur la dette et les mesures économiques et sociales pour affronter la crise humanitaire et favoriser le retour de la croissance. Or, là-dessus, ANEL adhère complètement. Là où il peut y avoir divergence, estime Dimitris Psarras, c'est sur la question des privatisations. Syriza a été très critique, notamment, sur les investissements chinois dans le port du Pirée. Chose que n'ont pas contesté les Grecs indépendants, plus perméables aux thèses libérales.

Pour le professeur de sciences politiques Michalis Spourdalakis, proche de Syriza, le parti de Tsipras, de toute façon, « *n'avait pas le choix* » : « *Le parti n'a pas eu la majorité absolue. Aller vers de nouvelles élections aurait été perçu comme un chantage et aurait été irresponsable. Il fallait donc former une coalition au plus vite. Or le Parti communiste a de lui-même refusé toute alliance avec Syriza, et Syriza de son côté ne pouvait aller avec les partis responsables*

*des politiques d'austérité, ni avec La Rivière, une formation fourre-tout qui rassemble opportunistes, néolibéraux et amis des marchés... »*



Prise de fonctions d'Alexis Tsipras, une cérémonie civile, pour la première fois dans l'histoire politique grecque © Reuters

D'autres projets de loi portés par Syriza pourraient ne pas susciter l'adhésion des députés ANEL : octroi de la nationalité grecque à la deuxième génération d'immigrés, possibilité d'un pacte de vie commune pour tous. Mais d'ici à ce que ces projets de loi passent devant l'assemblée... Pour l'heure, les urgences du pays sont telles que les deux partis n'ont, semble-t-il, même pas abordé ces sujets au cours des discussions pour mettre au point l'accord de coalition. Mais si l'on s'y attarde, il est évident que les divergences, sur ces questions sociétales, sont importantes. Les Grecs indépendants veulent par ailleurs renforcer la fermeture des frontières extérieures de la Grèce, tandis que Syriza souhaite améliorer l'accueil des demandeurs d'asile et arrêter le tout-répressif mis en place par Samaras...

ANEL ne sera toutefois qu'un partenaire secondaire de ce gouvernement de coalition. Seul Kammenos devrait y figurer, à la tête du ministère du commerce et de la marine. Un ministère économique, donc, ce qui laisse les mains libres à Syriza sur les questions sociétales. De fait, Kammenos a déclaré devant la presse, à la sortie de sa rencontre avec Tsipras, que ce n'était pas à lui de dévoiler l'accord de la coalition, mais bien au premier ministre de le faire, en temps et en heure. Il accepte donc ce rôle de partenaire mineur au sein de la coalition.

[[lire\_aussi]]

Enfin, deux moments de ce lundi 26 janvier inscrivent résolument ce gouvernement dans l'histoire de la gauche grecque. Alexis Tsipras a prêté serment de manière « laïque », en l'absence d'archevêque et sans poser la main sur la bible. C'est une première en Grèce, pays orthodoxe où État et Église sont étroitement liés.

Après quoi le nouveau premier ministre s'est rendu à Kaissariani, commune de la métropole athénienne où ont été assassinés des dizaines de partisans pendant la guerre civile qui opposa à la fin de la Seconde Guerre mondiale la résistance communiste aux collaborateurs et milices conservatrices. Un symbole : la résistance de gauche étaient sortie perdante de huit ans de guerre. Aujourd'hui, cette gauche, pour la première fois, accède aux commandes de l'État.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 32 137,60€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur et prestataire des services proposés** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 32 137,60€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.